SOINS INTÉGRÉS ET HOLISTIQUES POUR LES MIGRANTS VICTIMES DE VIOLENCES SEXUELLES

BROCHURE DU PROJET

Jusqu'à 58% des femmes migrantes et 32% des hommes migrants ont subi des violences sexuelles.

Une approche participative

Les objectifs du projet sont atteints grâce à l'application d'une méthode d'étude mixte, combinant recherche quantitative et qualitative.

Une approche participative a été appliquée par l'implication de professionnels, de représentants d'organisations d'aide aux migrants et aux victimes et des victimes MRD via un comité consultatif de mise en œuvre et de communauté.

Ce comité a été mis en place dans chacun des pays partenaires et s'est réuni tous les 4 mois pour discuter des résultats préliminaires et pour faciliter la dissémination.

Introduction

Au sein de l'Union européenne, les migrants, les réfugiés et les demandeurs de protection internationale (en abrégé MRD) sont exposés à un risque élevé de victimisation sexuelle avant, pendant et après leur arrivée en Europe (Chauvin et al., 2015 ; Keygnaert et al., 2014). Au sein de cette population, jusqu'à 58 % et 32 % des femmes et des hommes respectivement, ont subi une victimisation sexuelle (Keygnaert et al., 2012 ; De Schrijver et al., 2018). L'adoption d'une approche intégrée et holistique (c'est-à-dire englobant les soins médico-légaux, médicaux et psychosociaux), de la détection au suivi, a été reconnue comme la meilleure prise en charge pour toutes les victimes de violences sexuelles (OMS, 2015), y compris les victimes de la traite à des fins d'exploitation sexuelle (FRA, 2014). Cependant, l'accès aux soins holistiques pour les victimes MRD est entravé par un large éventail d'obstacles.

Les professionnels de première ligne travaillant avec les victimes de violences sexuelles MRD manquent souvent de connaissances spécialisées, de compétences linguistiques et d'outils pour fournir des soins intégrés et holistiques aux victimes MRD, ou ne savent pas vers où les référer. Il est nécessaire de renforcer les capacités des principaux professionnels travaillant avec les victimes de violences sexuelles MRD par le biais de formations, de la fourniture d'outils adaptés et de parcours de soins rationalisés, afin de combler les lacunes dans tous les aspects de la prise en charge, allant de l'identification au suivi.

Objectifs

L'objectif général du projet INHeRE est d'améliorer la prise en charge intégrée et holistique des MRD victimes de violences sexuelles, quels que soient leur âge, leur sexe, leur orientation sexuelle et/ou leur statut juridique, en renforçant les capacités des professionnels multisectoriels de première ligne. Afin de rendre les parcours de soins inclusifs pour toutes les victimes MRD, une attention particulière est accordée aux victimes MRD étant des hommes, LGBTQIA+ et/ou victimes de la traite.

Plus précisément, le projet vise à

- ✓ renforcer les connaissances et affiner les compétences et les pratiques culturellement compétentes de 5 groupes de professionnels clés travaillant avec les MRD par le biais de formations en ligne et sur place;
- ✓ **aligner** les **politiques** nationales sur les règlements et les lignes directrices de l'UE pour un signalement sûr des violences sexuelles, quel que soit le statut juridique
- ✓ **relier** les compétences, les pratiques et les politiques des **différentes professions** afin de rationaliser les parcours de soins pour les victimes de MRD.

Le projet cible **cinq groupes professionnels**: (1) le personnel travaillant dans les centres d'accueil pour les demandeurs de protection internationale, (2) le personnel travaillant dans les centres de violence sexuelle, (3) les psychologues, (4) les médiateurs et interprètes interculturels et (5) les agents de police et les responsables de l'application de la loi.

Consortium du projet

Le consortium du projet est composé de l'Université de Gand : International Centre for Reproductive Health (ICRH) & Centre for the Social Study of Migration and Refugees (CESSMIR) (BE); le Service fédéral belge de santé publique (BE) ; Payoke (BE) ; Victim Support Europe (UE); NHS, The Havens (UK) et le ministère irlandais de la justice (IE).

Un panel d'experts internationaux, dont la Fédération européenne des associations de psychologues (EFPA) et la Plate-forme pour la coopération internationale pour les migrants sans-papiers (PICUM), apporte un soutien inestimable au projet.



















RÉSULTATS DU PROJET

OUTILS DE BONNES PRATIQUES

Outil de Triage pour l'identification, les soins et l'orientation des victimes de violences sexuelles dans le cadre des programmes européens d'accueil et d'hébergement des demandeurs de protection internationale

La violence sexuelle est rarement divulguée ou signalée dans le cadre des programmes d'accueil et d'hébergement des demandeurs de protection internationale. Cependant, les professionnels travaillant dans ces contextes peuvent tout de même contribuer à l'identification et au rétablissement des victimes en ayant une connaissance suffisante des indicateurs de violence sexuelle et de la manière de les appliquer, en fournissant des soins appropriés et en référant vers des services spécialisés si nécessaire. Cet outil de triage peut aider les professionnels à entreprendre ces actions et à affiner leurs compétences afin de répondre aux besoins uniques des victimes MRD. L'outil de triage a été publié en quatre langues (anglais, néerlandais, français et italien).





Outil de bonnes pratiques pour les interrogatoires de police avec les victimes de violences sexuelles étant des migrants, réfugiés, demandeurs de protection internationale (MRD), des victimes de la traite des êtres humains et des victimes LGBT+

Les victimes de violences sexuelles, quelles que soient leur origine et les circonstances de leur agression, peuvent toutes subir un traumatisme. Le traumatisme peut déclencher des comportements qui peuvent prêter à confusion lors d'une audition par la police et entraîner des malentendus, causer des dommages supplémentaires aux victimes et, également, entraver le succès des enquêtes. Cet outil de bonnes pratiques, spécialement conçu pour les officiers de police et les responsables de l'application de la loi, vise à guider les professionnels sur les pratiques tenant compte des traumatismes applicables dans le cadre d'une audition de police. Ce processus implique de comprendre comment communiquer avec une victime, de créer un environnement sûr et favorable, et d'établir une relation de confiance tout en prévenant la victimisation secondaire. L'outil de bonnes pratiques a été publié en quatre langues (anglais, néerlandais, français et italien).

Mise à jour du système international d'interprétation à distance, y compris la liste de contrôle de l'utilisateur

De nombreux MRD sont confrontés à des barrières linguistiques au quotidien. Ces difficultés peuvent considérablement entraver la capacité d'une victime à accéder à l'ensemble de ses droits, notamment à une assistance efficace de la part des professionnels (Wells et al., 2019). Un interprète certifié ou un médiateur interculturel pourrait aider les professionnels à surmonter ces obstacles. Pour promouvoir le recours aux interprètes certifiés dans le contexte européen, le projet a mis à niveau et traduit une application en ligne qui permet d'interpréter en temps réel une consultation entre un professionnel de la prise en charge et un MRD victime de violences sexuelles. Cette application permet à un interprète à distance d'observer et d'écouter la consultation, interprétant ainsi le contenu verbal et non verbal.





Processus de signalement sécurisé pour les migrants victimes de violences sexuelles

Les MRD victimes de violences sexuelles peuvent ne pas se sentir capables d'accéder à la justice en signalant les faits aux forces de l'ordre par crainte d'être arrêtées, détenues ou expulsées. Le signalement sûr dans lequel « les droits des victimes sont prioritaires par rapport à l'application des règles d'immigration » permet aux victimes MRD de signaler une infraction dans des conditions sûres, en protégeant leur identité, en supprimant le risque de poursuites concernant les infractions en matière d'immigration et en offrant une protection contre les auteurs (PICUM, 2017).

Une analyse politique de la législation européenne et nationale du point de vue du signalement sûr pour les victimes MRD a été réalisée, ainsi que complétée par des consultations des parties prenantes. Cette analyse a ensuite permis d'élaborer un cadre rationalisé de signalement sûr pour les migrants victimes de violences sexuelles, visant à relever un certain nombre de défis et de lacunes dans les pratiques actuelles. D'autres adaptations ont été apportées sur la base des commentaires recueillis lors de discussions de groupe et d'enquêtes en ligne auprès d'officiers de police, de personnel travaillant dans des centres d'aide aux victimes de violences sexuelles et de survivants MRD. Le cadre de signalement sûr a été publié en quatre langues (anglais, néerlandais, français et italien).

FORMATIONS

Formation en ligne : "Violence sexuelle et migration"

Afin de renforcer les connaissances des professionnels concernant la violence sexuelle et la migration et d'améliorer leurs compétences en matière d'identification et de prise en charge, une formation en ligne composé de 8 modules complets couvrant différents sujets a été développée. La formation est disponible en quatre langues (anglais, néerlandais, français et italien) et peut être suivie gratuitement sur la plateforme d'apprentissage digitale Ufora, de



Formation de formateurs orientée vers la pratique : "Violence sexuelle et migration"

Afin de démontrer la mise en œuvre et de promouvoir la diffusion des outils de bonnes pratiques, quatre formations de formateurs distinctes sur le thème "Violence sexuelle et migration" ont été développées et dispensées à (1) des officiers de police, (2) des interprètes et des médiateurs interculturels, (3) des psychologues et (4) des professionnels travaillant dans des centres d'accueil pour demandeurs d'asile.

TOUS LES OUTILS ET FORMATIONS SONT DISPONIBLES GRATUITEMENT SUR: https://bit.ly/2ZPLWlm

COLOFON

Date de publication

OCTOBRE 2021

Texte

Leni Linthout, Ines Keygnaert, Hans Verrept, Venetia Clarke, Nikolett Szelei, Silvia Lamonaca

Site web du projet

https://www.icrhb.org/nl/projecten/inclusive-holistic-care-for-migrant-victims-of-sexual-violence-inhere

Financement

Commission européenne - Programme Droits, Egalité et Citoyenneté

Clause de non-responsabilité

Le contenu de cette publication représente les opinions des auteurs et relève de leur seule responsabilité. La Commission européenne

n'assume aucune responsabilité quant à l'utilisation qui pourrait être faite des informations qu'il contient.



RÉFÉRENCES

Chauvin, P.S.N., Vanbiervliet, F., Vicart, M., & Vuillermoz, C. (2015). Access to healthcare for people facing multiple vulnerabilities in health in 26 cities across 11 countries: Report on the social and medical data gathered in 2014 in nine European countries, Turkey and Canada. Paris: Médecins du Monde International Network.

Keygnaert, I., Dialmy, A., Manco, A., Keygnaert, J., Vettenburg, N., Roelens, K., & Temmerman, M. (2014). Sexual violence and sub-Saharan migrants in Morocco: a community-based participatory assessment using respondent driven sampling. *Globalization and Health*, *10*(32).

Wells, A., Freudenberg, D., & Levander, M. (2019). *Gender-based violence against refugee and asylum-seeking women - a training tool.* Boppard: Solwodi.

Keygnaert, I., Vettenburg, N., & Temmerman, M. (2012). Hidden violence is silent rape: sexual and gender-based violence in refugees, asylum seekers and undocumented migrants in Belgium and the Netherlands. *Culture, Health & Sexuality*, 14(5), 505-520.

De Schrijver, L., Vander Beken, T., Krahé, B., & Keygnaert, I. (2018). Prevalence of Sexual Violence in Migrants, Applicants for International Protection, and Refugees in Europe: A Critical Interpretive Synthesis of the Evidence. *Int J Environ Res Public Health*, 15(9), 1979.

FRA. (2014). Violence against women: an EU-wide survey. Main results. Luxembourg: Publications Office of the European Union

WHO. (2015). Strengthening the medico-legal response to sexual violence. Geneva: WHO.